



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 1879

Texte de la question

## RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES ET POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. le président.** La parole est à M. Bernard Perrut, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

**M. Bernard Perrut.** Monsieur le Premier ministre, le message envoyé par les électeurs dimanche dernier est sans appel pour votre Gouvernement et pour le Président de la République : échec, défaite, déroute, débâcle... tous les mots sont utilisés, même dans vos propres rangs, pour qualifier cette sanction du pouvoir en place et de la gauche en général.

Et pour seule réponse face au désaveu que les Français vous ont infligé, comme si rien ne s'était passé, le Président de la République s'est exprimé hier en se bornant à dresser des constats sans apporter la moindre réponse à nos concitoyens en matière économique, sociale et de pouvoir d'achat.

Face à la désespérance – car tel est bien le mot, mes chers collègues – votre seule affirmation, monsieur le Premier ministre, est de maintenir le cap. Et lequel, puisqu'aucune perspective de redressement ne se dessine à l'horizon ?

Et votre priorité demeure la réforme territoriale, qui se traduira par le report des élections de 2015 dont vous avez si peur, car vous n'échapperez pas, si rien ne change, à une nouvelle sanction des électeurs !

Monsieur le Premier ministre, depuis deux ans, votre politique économique conduit la France à l'échec. Nous le constatons pour les entreprises et les Français le ressentent à travers la baisse de leur pouvoir d'achat, les uns et les autres subissant les coups de vos mesures fiscales pénalisantes. Ce n'est pas en annonçant des baisses d'impôts, que vous avez vous-même augmentés, que vous serez crédibles.

Alors, monsieur le Premier ministre, vous ne pouvez pas ignorer la colère manifestée par de nombreux Français. Quand prendrez-vous enfin les mesures structurelles qui s'imposent pour renouer avec la croissance, avec l'emploi, avec le dynamisme et la confiance, une confiance que le Président de la République aura d'ailleurs beaucoup de mal à porter au sommet de Bruxelles ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Monsieur le député, je vous réponds personnellement tout comme je répondrai à l'ensemble des représentants des groupes qui m'interrogeront sur la situation présente, à la fois par courtoisie mais aussi par devoir à l'égard du Parlement.

Très honnêtement, monsieur Perrut, compte tenu des résultats de ce dimanche, la formation que vous

représentez peut-elle considérer que son propre message sur l'Europe ou sur l'avenir de la France a été compris par les Français ? (*Interruptions sur les bancs du groupe UMP.*)

**M. Christian Jacob.** Plus que le vôtre !

**M. Manuel Valls**, *Premier ministre* . Pouvez-vous, en responsabilité, le prétendre aujourd'hui même, non seulement devant les membres de l'Assemblée nationale et du Gouvernement, mais devant tous les Français ? Non.

Je l'affirme ici une fois encore : je savais que la situation serait difficile. Après les élections municipales, je savais que les élections européennes, pour des raisons trop longues à développer mais que chacun connaît, seraient une épreuve, et pas seulement pour ma formation politique, pas seulement pour la gauche, mais aussi pour l'ensemble des formations républicaines.

Face à un Front national qui recueille 25 % des voix, quelle réponse apportons-nous ?

J'ai une conviction : il faut redresser notre pays, il faut le rendre plus fort et plus compétitif !

Cela est vrai parce qu'il faut soutenir les entreprises pour qu'elles puissent embaucher, à condition que chacun prenne ses responsabilités.

Cela est vrai parce qu'il faut réduire les déficits et la dette qui pèsent sur notre pays depuis des années alors que personne n'a vraiment eu le courage de s'y attaquer frontalement.

Cela est vrai aussi en soutenant le pouvoir d'achat des plus modestes et des plus faibles, à la fois grâce aux mesures que j'ai déjà annoncées et à la baisse des impôts car leur augmentation de 60 milliards en cinq ans est insupportable pour nos concitoyens !

Cela est vrai, enfin, en réformant la structure territoriale de notre pays. Il faut le faire avec méthode et en écoutant, certes, mais il est nécessaire de s'attaquer au millefeuille territorial – le Président de la République annoncera les réformes envisagées la semaine prochaine.

Je connais le jeu politique, comme vous. Depuis des années, que l'on soit dans l'opposition ou la majorité, ce sont chaque fois, parfois de part et d'autre, les mêmes caricatures, les mêmes erreurs. Cela doit changer ! Si nous voulons retrouver la confiance des Français, nous devons faire de la politique autrement, nous devons nous adresser les uns aux autres différemment, surtout lorsque l'on a gouverné, que l'on gouverne ou que l'on aspire à gouverner.

Au-delà des caricatures, je vous invite à nous retrouver sur l'essentiel : la République et le redressement du pays ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Bernard Perrut](#)

**Circonscription :** Rhône (9<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1879

**Rubrique :** État

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

**Date(s) clé(s)**

**Question publiée au JO le :** [28 mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [28 mai 2014](#)